



TEXTE ADOPTÉ n° 195  
« Petite loi »

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958  
DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

11 décembre 2025

---

---

## PROPOSITION DE LOI

*visant à protéger les mineurs isolés et à lutter contre le sans-abrisme,*

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
EN PREMIÈRE LECTURE

*L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros : 2021 rect. et 2194.

.....

### **Article 1<sup>er</sup>**

- ① L'article L. 221-2-4 du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :
- ② 1° Après le II, il est inséré un II *bis* ainsi rédigé :
- ③ « II *bis*. – Lorsqu'une personne qui n'a pas été reconnue comme mineure ou en situation d'isolement saisit l'autorité judiciaire en application de l'article 375 du code civil, les effets de la décision mentionnée à l'avant-dernier alinéa du II du présent article sont suspendus jusqu'à l'intervention d'une décision juridictionnelle définitive.
- ④ « Durant cette période, l'accueil provisoire d'urgence prévu au I est maintenu. » ;
- ⑤ 2° (*nouveau*) À la fin du III, les mots : « du présent article » sont supprimés.

### **Article 1<sup>er</sup> bis (*nouveau*)**

- ① Le I de l'article L. 221-2-4 du code de l'action sociale et des familles est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Il procède à sa scolarisation en application des articles L. 111-1, L. 114-1, L. 122-1 et L. 131-1 du code de l'éducation. »

### **Article 1<sup>er</sup> ter (*nouveau*)**

- ① Les trois derniers alinéas de l'article 388 du code civil sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :
- ② « En cas de doute sur la minorité de l'intéressé, il ne peut être procédé à une évaluation de son âge à partir :
- ③ « 1° D'un examen radiologique osseux ;
- ④ « 2° D'un examen dentaire ;
- ⑤ « 3° D'un examen du développement pubertaire des caractères sexuels primaires et secondaires. »

## **Article 2**

*(Supprimé)*

## **Article 3**

- ① I. – La charge pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.
- ② II. – La charge pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 décembre 2025.*

*La Présidente,*

*Signé : YAËL BRAUN-PIVET*